

# Révolte des élites en Europe centrale et orientale

## LA CHRONIQUE DE

**LENA  
KOLARSKA-BOBIŃSKA**



La situation politique dans les pays d'Europe centrale et orientale n'en finit pas d'étonner les observateurs. Pourquoi, quinze ans après le recouvrement de l'indépendance, la Hongrie est-elle secouée par des conflits et des émeutes ? Pourquoi la République tchèque a-t-elle du mal à se doter d'un gouvernement, alors que, en Pologne et en Slovaquie, des partis populistes et nationalistes sont membres des coalitions au pouvoir ?

Jusqu'il y a peu, seule la Pologne était citée comme le pays souffrant d'un système politique instable. Désormais, plusieurs nouveaux membres de l'Union européenne ont des problèmes de même nature. Cela surprend d'autant plus que les difficultés politiques se sont aggravées après l'entrée de ces pays dans l'Union européenne. Beaucoup pensaient que l'élargissement aurait un impact positif sur la situation politique dans ces pays. On s'imaginait que, une fois dans l'Union, les hommes politiques aligneraient leurs pratiques sur celles des Quinze, en recherchant davan-

tage d'efficacité et de transparence.

Dans le « Wall Street Journal » (27 septembre 2006), Ivan Krastev, un sociologue bulgare réputé, tente d'expliquer cette instabilité politique par une révolte des peuples. Selon lui, les citoyens habitués à une certaine stabilité des conditions de vie doivent, après l'entrée de leur pays dans l'Union européenne, apprendre soudainement à vivre dans l'incertitude engendrée par la mondialisation. Cette adhésion au « club » aurait même dénaturé les jeunes démocraties, encore si fragiles, dans la mesure où les gouvernements auraient tendance à se concerter, pour mener leur politique, avec Bruxelles plutôt qu'avec les électeurs. En conséquence, le clivage traditionnel entre la gauche et la droite serait éclipsé par le nouveau clivage, de plus en plus apparent, entre « l'élite corrompue » et « les gens ordinaires ».

Je pense que l'analyse de Krastev n'est que partiellement exacte. Jamais les gouvernements des pays d'Europe centrale et orientale n'avaient, pour fixer leur politique, consulté les électeurs. On ne peut donc pas affirmer qu'ils ont cessé de le faire dès l'adhésion à l'Union européenne. A l'origine, les réformes qui avaient pour but d'instaurer l'économie de marché ont été le fruit d'une concertation entre les élites anticommunistes et celles issues de l'« ancien régime ». Elles ont été lancées avec l'aval de diverses institutions internationales. D'autres réformes, touchant aux collectivités territoriales, à la sécurité sociale ou à l'éducation, n'ont pas fait l'objet, elles non plus, en Pologne tout au moins, d'une vraie consultation avec l'ensemble des citoyens. Le rôle des électeurs s'est limité à aller voter une fois tous les quatre ans pour dire non aux équipes successives qui avaient

persévéré sur la voie des réformes. Ni Bruxelles ni l'intégration européenne ne sont donc responsables de l'aliénation des électeurs. En mettant en œuvre leurs réformes, les responsables politiques ne se sont pas suffisamment préoccupés de la participation et du dialogue social.

Contrairement à ce que prétend Krastev, jamais en Pologne l'argument du type « c'est parce que Bruxelles le veut ainsi » n'a été soulevé. Au contraire, les hommes politiques n'ont cessé de se présenter comme défenseurs de « nos » intérêts nationaux. En effet, avouer dans un pays qui vient de retrouver sa liberté que l'on s'applique à suivre les consignes de Bruxelles aurait été suicidaire. Ils cherchent au contraire à montrer leur scepticisme et leur indépendance vis-à-vis de l'Union européenne ; ils remettent en question certaines

**En Pologne, ce n'est pas le peuple mais l'élite qui affiche son euroscepticisme.**

politiques communautaires, voire le besoin de doter l'Europe d'un traité constitutionnel.

Ce qui se produit actuellement devrait plutôt être qualifié de « révolte des élites ». Les populations, elles, en tout cas en Pologne, soutiennent en majorité l'intégration à l'Union européenne, alors que l'élite au pouvoir affiche au contraire son euroscepticisme. Cette révolte des élites brandit en plus les slogans de liquidation des « vestiges du communisme » et d'investigation sur les abus commis lors des « transformations ». Une telle approche a encore dominé la campagne des élections communales qui viennent de se dérouler. On avait l'impression d'assister à une sorte de primaires

avant des élections législatives, où les différents partis mesurent le niveau réel de leur soutien populaire. Comme si les élections communales allaient déterminer l'évolution de l'échiquier politique plutôt que les axes de développement régional. L'enjeu pour les nouveaux élus locaux est, il est vrai, tout sauf mineur, car c'est eux qui vont décider de l'utilisation des fonds européens dédiés à la modernisation du pays. D'ores et déjà, un certain nombre de communes urbaines ont lancé de vastes chantiers, rendus possibles par l'accès aux fonds européens. Cela peut expliquer pourquoi beaucoup d'habitants de ces villes sont prêts à voter à nouveau pour le maire sortant. Les conseillers locaux qui ont fait preuve d'efficacité dans l'obtention des aides communautaires ont bénéficié ainsi d'une prime auprès de l'électorat. Ceux qui seront élus pour la première fois auront une chance de contribuer au développement de leur région et, en toute logique, de se faire réélire au bout de quelques années.

Lors de ces élections communales et régionales qui étaient les premières à se dérouler depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, le taux de participation a été proche de celui relevé il y a quatre ans (45 %). Les principaux partis se sont affrontés dans les grandes villes. Dans les petites villes et les communes rurales, on a assisté à la victoire de ceux que les gens croyaient les plus aptes à gérer les affaires locales. La répartition des fonds européens s'est révélée un argument fort. L'intégration européenne a joué un rôle positif dans ce scrutin régional et ce sont les électeurs eux-mêmes qui en ont fourni la preuve.

**LENA KOLARSKA-BOBIŃSKA**  
est professeur de sociologie.  
Elle dirige à Varsovie l'Institut des affaires publiques.